

La plateforme du F. L. N. algérien

Les témoignages portant sur les méthodes de la pacification abondent dans la presse et contribuent à secouer l'opinion publique que la politique des partis ouvriers avait fortement désorientée et réduite à l'apathie. Il n'est plus personne qui peut mettre en doute sérieusement la pratique généralisée de la terreur, de l'incarcération arbitraire dans les prisons et les camps de concentration, de la torture la plus raffinée, renouvelant la technique de la Gestapo, et des représailles collectives à l'encontre des populations. La discussion porte, du reste, de plus en plus sur le bien-fondé de ces méthodes et non sur leur existence; sur la fin et les moyens d'y concourir.

Les militants révolutionnaires, sans négliger la valeur agitative des témoignages réduisant à néant les mensonges officiels distillés par un gouvernement à direction socialiste savent que le colonialisme ne s'humanise pas, ne se réforme pas mais doit être brisé. Ils savent que le combat du peuple algérien est juste et suivent avec le plus grand intérêt le développement de la résistance algérienne. Dans le feu de la lutte, ce mouvement a subi de grandes transformations. Il a mûri également sur le plan politique où certaines idées plus

précises, des analyses pertinentes se substituent à l'ancien verbiage plus ou moins creux.

Nous n'en sommes, évidemment, qu'au début de ces transformations et la clarification des idées et des programmes qui est indispensable pour l'achèvement de la révolution s'opérera sur une plus grande échelle, lorsque la phase de la lutte militaire sera surmontée. Nous croyons néanmoins que l'évolution actuelle ne doit pas être négligée et livrons aujourd'hui à nos lecteurs des extraits de la plateforme du FLN adoptée par son dernier Congrès qui s'est tenu le 20 août dernier en Algérie dans la Vallée de la Soummam. La presse a parlé à l'époque de cette réunion pour donner la liste de la direction de 34 membres qui y fut désignée. Mais nul n'a parlé, à notre connaissance, de la plateforme politique qui en sortit. Nous pensons que ce document mérite d'être connu parce qu'il permet de mieux approcher la révolution algérienne. Nous nous réservons d'y revenir ultérieurement pour essayer de définir l'étape actuelle de la révolution algérienne.

R. L.

DUALITE DE POUVOIR ET L'OBJECTIF DE LA LUTTE

Faute de candidats ou de remplaçants, l'administration française est disloquée; son armature considérée comme insuffisante ne trouve aucun appui parmi le peuple; dans presque toutes les régions, elle co-existe avec l'autorité du FLN.

Cette lente, mais profonde désagrégation de l'administration française a permis la naissance, puis le développement d'une dualité de pouvoir. Déjà fonctionne une administration révolutionnaire avec des djemaas clandestines, des organismes s'occupant du ravitaillement, de perception d'impôts, de la justice, du recrutement des moudjahidines, des services de sécurité et de renseignements. L'administration du FLN prendra un nouveau visage avec l'institution des assemblées du peuple qui seront élues par les populations rurales avant le deuxième anniversaire de notre révolution.

Le sens politique du FLN s'est vérifié d'une façon éclatante par l'adhésion massive des paysans pour lesquels la conquête de l'indépendance nationale signifie en même temps la réforme agraire qui leur assurera la possession des terres qu'ils fécondent de leur labeur.

Cela se traduit par l'éclosion d'un climat insurrectionnel qui s'est étendu avec rapidité et une forme variée à tout le pays.

La présence d'éléments citadins, politiquement mûrs et expérimentés, sous la direction lucide du FLN a permis la politisation des régions retardataires. L'apport des étudiants et étudiantes a été d'une grande utilité, notamment dans les domaines politiques, administratifs et sanitaires.

Ce qui est certain, c'est que la Révolution algérienne vient de dépasser avec honneur une première étape historique.

C'est une lutte nationale pour détruire le régime anarchique de la colonisation et non une guerre religieuse. C'est une marche en avant dans le sens historique de l'humanité et non un retour vers le féodalisme.

C'est enfin la lutte pour la renaissance d'un Etat algérien sous la forme d'une république démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues.

« LA FAILLITE DES ANCIENNES FORMATIONS POLITIQUES »

Sous ce titre, le document analyse l'évolution des divers mouvements algériens et leur dislocation.

La faillite des vieux partis a éclaté au grand jour.

Les groupements divers ont été disloqués. Les militants de base ont rejoint le FLN. L'UDMA dissoute et les OULEMA se sont alignés courageusement sur les positions du FLN; l'UGEMA groupant tous les universitaires et lycéens, a proclamé par la voix de son congrès unanime, le même sentiment.

Le Comité Central du MTLD a complètement disparu en tant que regroupement d'ex-dirigeants et en tant que tendance politique.

Après une critique sévère du comportement de Messali et du MNA, la plateforme s'en prend en termes vifs au PC algérien, lui reprochant notamment sa soumission servile au PCF.

La sujétion au PCF a pris le caractère d'un béni-oui-ouïsme avec le silence qui a suivi le vote des pouvoirs spéciaux.

Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer cette attitude opportuniste du groupe parlementaire, mais ils n'ont pas soufflé mot sur l'abandon de l'action concrète contre la guerre l'Algérie: manifestation contre les renforts de troupes, grèves de transports, de la marine marchande, des ports et des stocks, contre le matériel de guerre.

Mais la critique à l'endroit du PCA ne s'arrête pas là; le FLN fait surtout grief aux communistes algériens de n'avoir « pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire » et de manquer de perspectives par suite de « la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie avant le triomphe de la révolution prolétarienne en France ». On mesure à la lumière de cette critique dans quelle situation paradoxale le PCA se trouve placé. Le document ajoute:

Niant le caractère révolutionnaire de la paysannerie et des fellahs algériens en particulier, il prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique de tomber sous la domination directe de la « bourgeoisie arabe, » comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait suivre forcément le chemin des révolutions manquées — voire même de faire machine arrière vers un quelconque féodalisme.

« LA LEÇON DES EXPERIENCES TUNISIENNES ET MAROCAINES »

L'examen de la situation en Afrique du Nord et la stratégie impérialiste est faite en termes extrêmement réalistes qui témoignent d'une pensée très claire sur nombre de problèmes.

Les gouvernements successifs de Paris sont en proie à une crise politique sans précédent. Ne pouvant faire face au « pourrissement » de l'Afrique du Nord, ils ont lâché du lest en Tunisie et au Maroc pour tenter de garder l'Algérie.

La poussée révolutionnaire nord-africaine, malgré l'absence d'une stratégie politique commune en raison de la faiblesse organique de ce qui a été le Comité de Libération du Maghreb, a acculé le colonialisme français à improviser une tactique défensive hâtive, bouleversant tous les plans de la répression esclavagiste traditionnelle.

Les conventions franco-tunisiennes qui devaient jouer le rôle de barrage néo-colonialiste ont été dépassées sous la pression conjuguée du mécontentement populaire et des coups portés à l'impérialisme dans les trois pays frères.

Le rythme de l'évolution de la crise marocaine,

l'entrée en lutte armée des montagnards, venant renforcer la résistance citadine et surtout la pression de la révolution algérienne ont été parmi les facteurs les plus déterminants du revirement de l'attitude officielle française et de l'indépendance marocaine.

Le brusque changement de méthode du gouvernement colonialiste abandonnant l'immobilisme pour s'engager dans la recherche d'une solution rapide était dicté d'abord par des raisons de caractère stratégique.

Il s'agissait:

1) D'empêcher la constitution d'un véritable second front, en mettant fin à l'unification de la lutte armée au Riff et en Algérie.

2) D'achever de briser l'unité de combat des trois pays d'Afrique du Nord.

3) D'isoler la Révolution algérienne dont le caractère populaire la rendait nettement plus dangereuse.

Tous les calculs colonialistes ont été voués à l'échec. Les négociations menées séparément avaient pour but de tenter de duper ou de corrompre certains dirigeants des pays frères en les poussant à abandonner consciemment ou inconsciemment le terrain réel de la lutte révolutionnaire jusqu'au bout.

La situation politique nord-africaine est caractérisée par le fait que le problème algérien se trouve encastré dans les problèmes marocain et tunisien pour n'en faire qu'un seul.

En effet, sans l'indépendance de l'Algérie, celle du Maroc et de la Tunisie est un leurre.

Les peuples du Maghreb sont aujourd'hui convaincus par l'expérience que la lutte en ordre dispersé contre l'ennemi commun n'a pas d'autre issue que la défaite pour tous, chacun pouvant être écrasé séparément.

« LA FEDERATION NORD-AFRICAINE »

La plateforme ne définit pas seulement la nécessité de la lutte commune des peuples du Maghreb contre l'impérialisme jusqu'à la réalisation de la victoire complète. Elle voit plus loin que cette solidarité de combat épisodique. Regardant l'avenir, elle fixe une orientation plus profonde.

L'Afrique du Nord est un Tout, par la géographie, l'histoire, la langue, la civilisation, le devenir.

Cette solidarité doit donc se traduire naturellement dans la création d'une fédération des trois Etats Nord-Africains.

Les trois peuples frères ont intérêt pour le commencement à organiser une défense commune, une orientation et une action diplomatique commune, la liberté des échanges, un plan commun et rationnel d'équipement et d'industrialisation, une politique monétaire, l'enseignement et l'échange concerté des cadres techniques, les échanges culturels, l'exploitation en commun de nos sous-sols et de nos régions sahariennes respectives.

(Suite page 4.)

La « Vérité des Travailleurs » paraît le 2^e et 4^e samedis du mois.
Prochain numéro: le 25 Mai.